

Emploi salarié au 2^e trimestre 2011

*Embargo jusqu'au
jeudi 8 septembre
7h30*



8 septembre 2011

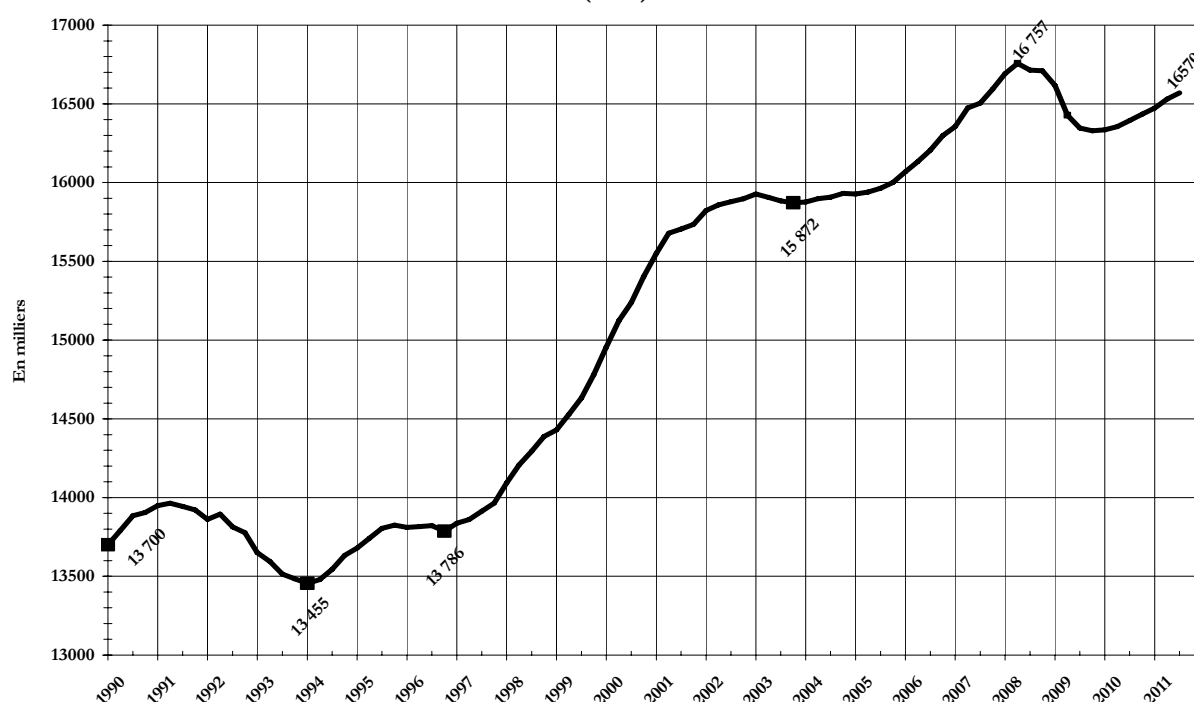
1. Résultats globaux

L'emploi salarié enregistre une hausse au cours du deuxième trimestre 2011 (+ 0,2%, soit + 39 800 salariés), ce qui porte le nombre de salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage à 16 569 500 à fin juin 2011 (cf. graphique 1).

Le tertiaire (+ 0,3%, soit + 37 600 postes) enregistre une hausse ce trimestre, ainsi que la construction (+ 0,2%, soit + 2 700 postes). L'industrie affiche une quasi-stabilité (- 0,0%, soit - 300 postes).

Au cours de ce deuxième trimestre 2011, l'emploi progresse dans quinze régions notamment en Corse (+3,6%), Nord-Pas-de-Calais (+0,9%), Ile-de-France et Champagne-Ardenne (+ 0,7% chacune), Languedoc-Roussillon (+0,6%), Picardie et Bretagne (+0,5% chacune). Bourgogne et Midi-Pyrénées présentent une stabilité. A l'opposé, cinq régions affichent une baisse Alsace (- 1,5%), Rhône-Alpes (- 0,5%), Auvergne (- 0,3%), Pays de la Loire (- 0,2%) et Centre (- 0,1%).

Graphique 1 – Evolution du nombre de salariés dans l'ensemble des établissements affiliés (CVS)



Avertissement :

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la collecte des cotisations d'Assurance chômage a été transférée aux URSSAF, conformément aux dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008. De ce fait, la source d'information désormais utilisée par Pôle emploi pour élaborer ses statistiques trimestrielle d'emploi salarié, repose sur l'exploitation des bordereaux de déclaration des cotisations URSSAF (BRC) transmis par l'Acoss. Ce changement d'alimentation en données brutes, ne modifie ni la méthodologie d'estimation, ni l'historique des données publiées jusqu'à présent (cf. Annexe I).

Tableau 1 – Evolution trimestrielle des effectifs par secteur d'activité détaillée ⁽¹⁾

NAF A04	NAF A38	INTITULES	Effectifs CVS au 30/06/10	Variation d'effectifs au cours du 3T10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T11	Variation d'effectifs au cours du 2T11	Effectifs CVS Au 30/06/11	taux d'évol 2T11 Provisoire (2)	taux d'évol Juin 10 A Juin 11 (2)
1	AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	7,0	0,2	0,0	-0,3	-0,2	6,7	-3,0	-4,2
2		INDUSTRIE	3 047,7	-19,5	-1,1	-1,9	-0,2	3 024,9	0,0	-0,7
	BZ	Ind. extractives	24,4	-0,2	-0,1	-0,3	-0,1	23,7	-0,6	-2,8
	CA	Fab.denrée alim Boisson Tabac	501,6	-0,8	2,8	-2,6	-4,5	496,5	-0,9	-1,0
	CB	Fab Tex ind habil cuir et chaussure	117,0	-1,2	0,1	-0,3	-1,2	114,4	-1,1	-2,2
	CC	Travail bois ind papier et imprim	201,7	-1,9	-0,8	0,3	-1,3	198,0	-0,7	-1,8
	CD	Cokéfaction raffinage	12,7	-0,1	-0,2	0,0	-0,5	11,9	-3,9	-6,1
	CE	Industrie chimique	145,4	-0,5	-0,7	0,1	1,7	146,0	1,2	0,4
	CF	Industrie pharmaceutique	84,5	-0,9	-0,3	0,4	0,3	84,0	0,4	-0,6
	CG	Fab prod caout plast autres prod. minéraux n-métal.	300,8	-1,7	0,4	1,7	-0,7	300,6	-0,2	-0,1
	CH	Métal fab prod métal, exc. machine équip	392,3	-2,7	-0,3	0,0	2,3	391,5	0,6	-0,2
	CI	Fab prod info, électro optique	143,3	-1,0	0,0	0,8	-0,3	142,9	-0,2	-0,3
	CJ	Fab d'équip électriques	122,2	-1,7	0,0	1,1	-3,9	117,7	-3,2	-3,6
	CK	Fab de machines et équip n.c.a.	193,0	-2,2	-1,4	-0,2	-0,2	189,0	-0,1	-2,0
	CL	Fab de matériels de transport	360,5	-4,6	-1,9	-4,6	6,2	355,5	1,8	-1,4
	CM	Aut ind manuf - rép instal machine et d'équip	282,8	-1,3	-0,7	0,5	0,1	281,5	0,0	-0,5
	DZ	Prd distri électri, gaz, vapeur, air condit	29,4	0,9	0,7	0,1	1,0	32,2	3,3	9,3
	EZ	Prd distrib eau - assain gest déchets dépol	136,0	0,3	1,1	0,9	1,0	139,3	0,7	2,4
3	FZ	CONSTRUCTION	1 461,5	-0,6	1,5	0,6	2,7	1 465,6	0,2	0,3
4		TERTIAIRE	11 877,5	60,4	39,0	57,9	37,6	12 072,3	0,3	1,6
	GZ	Commerce - répar auto et moto	2 949,0	1,0	0,9	10,9	7,5	2 969,2	0,3	0,7
	HZ	Transports entreposage	849,5	0,0	3,9	1,2	1,4	856,0	0,2	0,8
	IZ	Hébergement restauration	915,2	10,0	13,1	2,0	-1,1	939,2	-0,1	2,6
	JA	Édit, audio diffusion	181,2	-0,9	0,8	5,4	4,6	191,0	2,5	5,4
	JB	Télécommunications	69,1	0,3	1,6	1,0	0,5	72,5	0,7	5,0
	JC	Act info serv information	325,4	1,3	3,7	4,7	4,3	339,3	1,3	4,3
	KZ	Act financières assurance	716,1	4,2	-6,3	3,3	-1,1	716,2	-0,2	0,0
	LZ	Act immobilières	203,4	6,5	0,6	0,5	0,2	211,2	0,1	3,8
	MA	Act jur compta gestion archi ingén	884,4	1,7	3,9	13,8	8,1	911,8	0,9	3,1
	MB	Recherche-dévelop scien	60,7	0,1	0,0	0,7	0,5	62,1	0,8	2,3
	MC	Aut act spéc, scientifiques techniques	221,8	-2,5	-0,3	0,4	5,0	224,4	2,3	1,2
	NZ	Act services adm soutien	1 774,9	12,6	32,9	5,7	3,6	1 829,9	0,2	3,1
	OZ	Adm publique	181,3	-1,5	-2,0	-2,3	0,6	176,2	0,4	-2,8
	PZ	Enseignement	306,1	3,1	-6,4	-0,3	0,3	302,8	0,1	-1,1
	QA	Act santé humaine	540,5	3,3	0,2	3,3	-1,1	546,1	-0,2	1,0
	QB	Héberg méd-social action soc ss héberg	937,4	9,6	-6,5	12,1	10,0	962,7	1,1	2,7
	RZ	Arts, spect act récréa	233,0	2,5	0,1	0,6	1,0	237,2	0,4	1,8
	STU	Aut act de services	528,8	9,1	-1,3	-5,3	-6,7	524,6	-1,3	-0,8
	Z									
		TOTAL	16 393,7	40,4	39,3	56,3	39,8	16 569,5	0,2	1,1

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par activité économique

(2) Calculé à partir des données CVS

En un an, de juin 2010 à juin 2011, l'emploi salarié affilié augmente de 175 800 (+ 1,1%), selon le cheminement trimestriel : + 0,2%, + 0,2%, + 0,3% et + 0,2%.

Le tertiaire affiche une hausse sur un an (+ 194 900 emplois, soit + 1,6%), incluant une progression de l'emploi intérimaire de 13,9%, soit 86 500 postes supplémentaires¹. La construction enregistre également une progression (+4 100 emplois, soit +0,3%). Quant à l'industrie, son emploi baisse (- 0,7%, soit - 22 800 postes), mais à un rythme qui s'atténue nettement par rapport à celui des trimestres précédents.

Sur un an, vingt régions enregistrent une hausse, plus marquée en Corse (+3,3%), Nord-Pas-de-Calais (+2,1%), Provence-Alpes-Côte d'Azur et Ile-de-France (+1,7% chacune). La Lorraine affiche une stabilité. A l'opposé, seule l'Alsace enregistre une baisse d'emploi salarié (- 0,8%).

Tableau 2 – Evolution trimestrielle des effectifs par grand secteur d'activité (CVS)

Effectifs en milliers		3 ^e trim 2010	4 ^e trim 2010	1 ^{er} trim 2010	2 ^e trim 2011	Mars 2010 A Mars 2011
INDUSTRIE	Effectifs	3 028,2	3 027,1	3 025,2	3 024,9	
	Variation en milliers T/T-1	-19,5	-1,1	-1,9	-0,3	-22,8
	Variations en %	-0,6%	0,0%	-0,1%	0,0%	-0,7%
CONSTRUCTION	Effectifs	1 460,9	1 462,4	1 462,9	1 465,6	
	Variation en milliers T/T-1	-0,6	1,5	0,6	2,7	4,1
	Variations en %	0,0%	0,1%	0,0%	0,2%	0,3%
TERTIAIRE	Effectifs	11 937,9	11 976,8	12 034,7	12 072,3	
	Variation en milliers T/T-1	60,4	39,0	57,9	37,6	194,9
	Variations en %	0,5%	0,3%	0,5%	0,3%	1,6%
ENSEMBLE DES SECTEURS(*)	Effectifs	16 434,2	16 473,5	16 529,8	16 569,5	
	Variation en milliers T/T-1	40,4	39,3	56,3	39,8	175,8
	Variations en %	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	1,1%

(*) Y compris résultats sur l'agriculture et la pêche mais hors MSA.

2. Résultats par secteur d'activité économique

Industrie

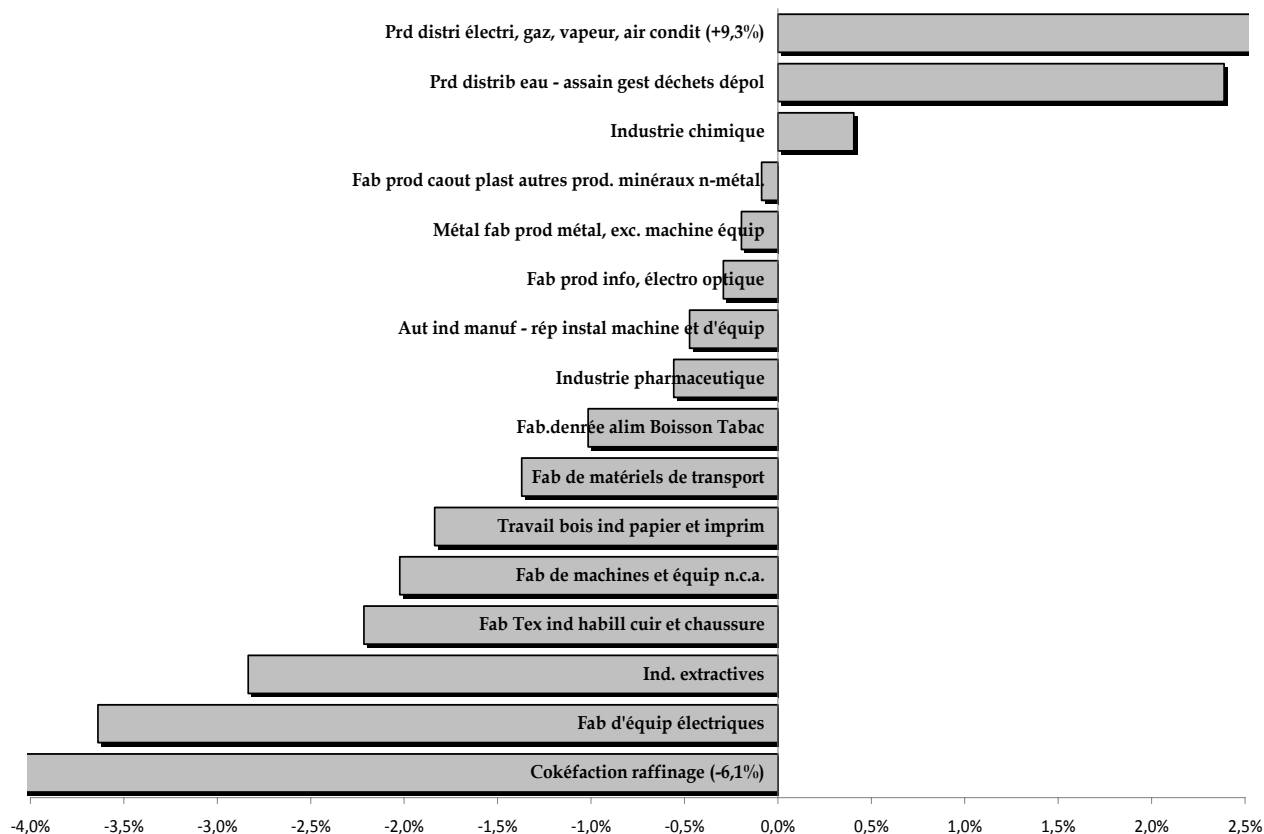
Au cours de ce 2^e trimestre, neuf des seize secteurs industriels ont perdu des emplois. A noter tout particulièrement « cokéfaction et raffinage » (- 3,9%), « fabrication d'équipements électriques » (- 3,2%), « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure » (- 1,1%), « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » (- 0,9%), « travail du bois, industrie du papier et imprimerie » (- 0,7%), et « industries extractives » (- 0,6%). En revanche, sept secteurs voient leurs effectifs progresser ce trimestre : « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (+3,3%), « fabrication de matériels de transport » (+1,8%), « industries chimiques » (+ 1,2%), « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 0,7%), « métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements » (+0,6%), et « industrie pharmaceutique » (+0,4%).

Sur un an, de juin 2010 à juin 2011, trois secteurs enregistrent une croissance de leur emploi salarié (cf. graphique 2) : « production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » (+ 9,3%), « production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (+ 2,4%) et « industries chimiques » (+ 0,4%).

¹ Les missions d'intérim sont conventionnellement comptées dans le tertiaire, plus précisément dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien.

A l'opposé, l'emploi continue de diminuer nettement dans le secteur « cokéfaction et raffinage » (-6,1%) « fabrication d'équipements électriques » (-3,6%), « industries extractives » (-2,8%), « fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure » (-2,2%), « fabrication de machines et équipements n.c.a. » (-2,0%), « travail du bois, industrie du papier et imprimerie » (-1,8%) et « fabrication de matériels de transports » (-1,4%).

**Graphique 2 – Evolution annuelle de l'emploi dans l'industrie
(juin 2011/juin 2010)**



Construction

La situation dans la construction qui se caractérisait, depuis l'automne 2008, par une tendance continue à la baisse après 10 années de hausse, renoue avec des créations d'emploi depuis le 4^e trimestre 2010. Le secteur de la construction affiche une hausse au cours de ce 2^e trimestre (+0,2%, soit +2 700 postes).

Sur un an, de juin 2010 à juin 2011, l'emploi salarié dans la construction enregistre une hausse de 0,3%, soit +4 100 emplois.

Tertiaire

Le secteur tertiaire, qui regroupe à lui seul près de 73% des emplois salariés recensés dans les établissements affiliés à l'Assurance chômage, affiche une hausse au 2^e trimestre 2011 (+ 0,3%, soit 37 600 emplois en plus). Cette hausse est portée par quatorze secteurs dont « l'édition, audiovisuel et diffusion » (+ 2,5%), « les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+ 2,3%), « activités informatiques et services d'information » (+ 1,3%), « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » (+ 1,1%), « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » (+0,9%), « recherche-développement scientifique » (+ 0,8%) et « télécommunications » (+ 0,7%).

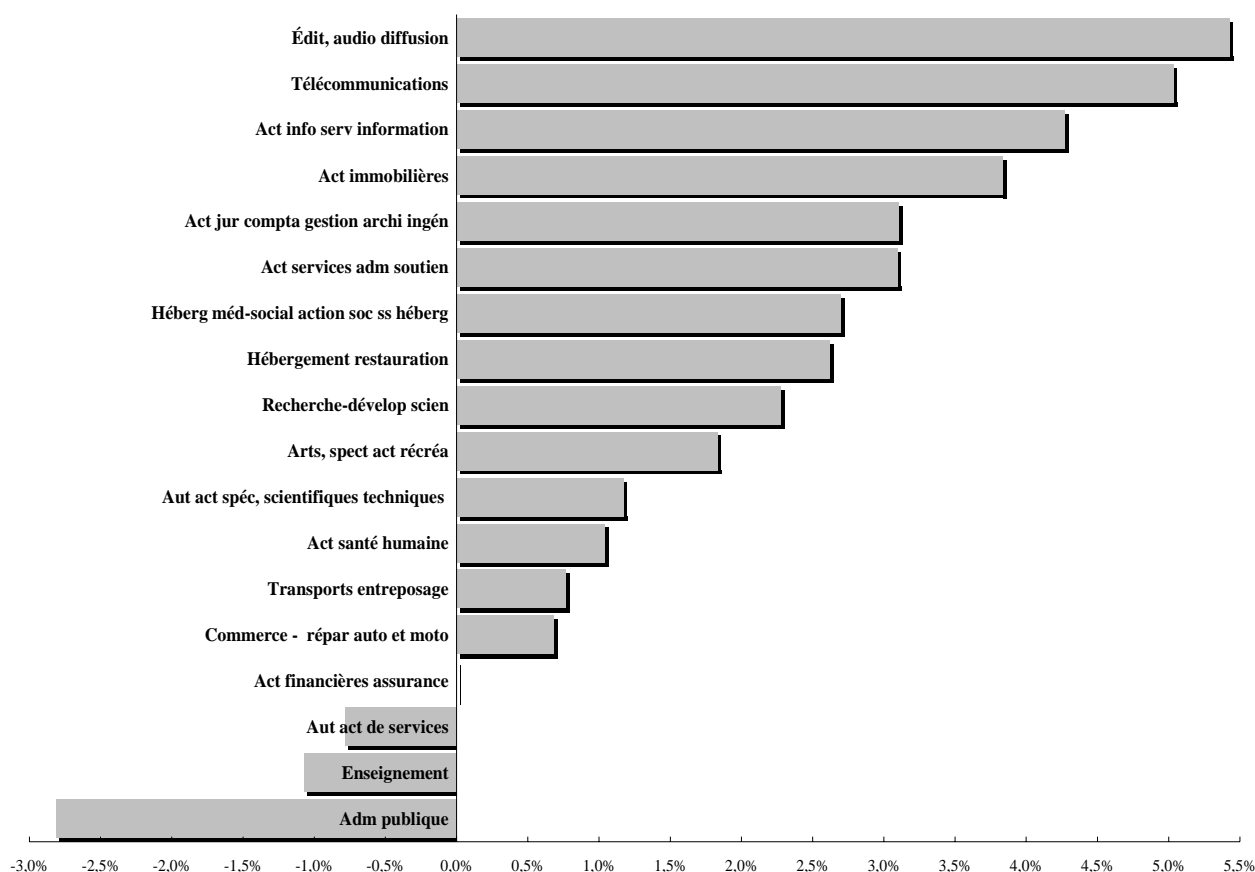
En revanche, les secteurs des autres activités de services (- 1,3%), les activités pour la santé humaine et les activités financières et d'assurance (- 0,2% chacun) et hébergement et restauration (- 0,1%).

De juin 2010 à juin 2011, le secteur tertiaire enregistre une hausse de 1,6% de ses effectifs, ce qui correspond à un gain net de 194 900 emplois.

L'analyse de l'évolution annuelle de l'emploi tertiaire (cf. graphique 3) met en évidence le dynamisme dans les secteurs suivants : « édition, audiovisuel et diffusion » (+5,4%), « télécommunications » (+ 5,0%), « activités informatiques et services d'information » (+ 4,3%), « activités immobilières » (+3,8%), « activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques » et « activités de services administratifs et de soutien » (+ 3,1% chacun), « hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement » (+ 2,7%), « hébergement et restauration » (+ 2,6%) et « recherche-développement scientifique » (+ 2,3%).

A l'opposé, l'administration publique (- 2,8%), l'enseignement (- 1,1%), les autres activités de services (- 0,8%) perdent des emplois.

**Graphique 3 – Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire
(juin 2011/juin 2010)**



Intérim

L'intérim enregistre une baisse de 0,5% au 2^e trimestre 2011 (3 500 intérimaires en moins) et une hausse de 9,0% sur un an, soit + 58 000 personnes entre fin juin 2010 et fin juin 2011.

Si les missions d'intérim étaient réaffectées dans les secteurs où elles s'exercent, le bilan sectoriel sur un an serait modifié (cf. graphique 4). En effet, l'industrie enregistrerait une hausse de ses effectifs : + 0,1% au lieu de - 0,7%. Ainsi, la part de l'activité industrielle dans l'intérim serait stable à 44,5% fin juin 2011 comme un an plus tôt. L'évolution de la construction serait plus forte (+ 0,9%). La progression dans le tertiaire serait légèrement atténuée (+ 1,4% au lieu de + 1,6%).

Graphique 4 – Evolution annuelle de l'emploi par grand secteur avec ou sans réaffectation de l'intérim (mars 2011/mars 2010)



3. Résultats par région

Tableau 3 - Evolution de l'emploi par région ⁽¹⁾

REGION	Effectifs CVS au 30/06/10	Variation d'effectifs au cours du 3T10	Variation d'effectifs au cours du 4T10	Variation d'effectifs au cours du 1T10	Variation d'effectifs au cours du 2T11 Prov	Effectifs CVS au 30/06/11	Taux d'évol 2 ^e trim. Prov. 2011 (2)	Taux d'évol Juin 10 A Juin 11 % (2)
Unité : Milliers								
ALSACE	516,4	-0,1	1,1	2,5	-7,7	512,3	-1,5	-0,8
AQUITAINE	745,0	3,0	4,0	1,4	1,1	754,5	0,1	1,3
AUVERGNE	298,7	1,1	1,3	0,0	-0,8	300,3	-0,3	0,5
BASSE-NORMANDIE	342,9	0,8	-0,6	0,7	1,3	345,0	0,4	0,6
BOURGOGNE	382,3	0,3	0,7	1,1	0,0	384,5	0,0	0,6
BRETAGNE	742,6	1,6	2,8	-0,1	3,4	750,3	0,5	1,0
CENTRE	613,5	1,1	0,0	3,1	-0,8	617,0	-0,1	0,6
CHAMPAGNE-ARDENNE	304,7	-0,2	0,1	1,4	2,0	308,0	0,7	1,1
CORSE	65,7	-0,5	-1,3	1,6	2,4	67,9	3,6	3,3
FRANCHE-COMTE	275,5	0,6	2,1	0,6	0,6	279,4	0,2	1,4
HAUTE-NORMANDIE	461,4	-0,9	0,1	2,8	1,8	465,2	0,4	0,8
ILE-DE-FRANCE	4 075,7	7,7	9,9	24,4	28,2	4 146,0	0,7	1,7
LANGUEDOC-ROUSSILLON	528,9	1,1	0,1	-1,0	3,4	532,5	0,6	0,7
LIMOUSIN	153,5	0,6	0,1	0,5	0,5	155,1	0,3	1,1
LORRAINE	512,2	-0,4	1,1	-1,2	0,4	512,1	0,1	0,0
MIDI-PYRENEES	683,5	3,5	3,3	1,0	0,2	691,5	0,0	1,2
NORD-PAS-DE-CALAIS	976,0	3,6	3,7	4,8	8,6	996,7	0,9	2,1
PAYS DE LA LOIRE	954,9	1,6	8,1	-3,0	-1,7	959,9	-0,2	0,5
PICARDIE	403,6	0,5	0,7	1,3	2,2	408,2	0,5	1,1
POITOU-CHARENTES	386,7	0,8	0,1	0,1	1,3	388,9	0,3	0,6
PROVENCE-ALPES-C d'AZUR	1 229,5	5,1	2,9	11,5	1,8	1 250,8	0,1	1,7
RHÔNE-ALPES	1 740,6	9,5	-0,9	3,0	-8,7	1 743,4	-0,5	0,2
FRANCE	16 393,7	40,4	39,3	56,3	39,8	16 569,5	0,2	1,1

(1) Tableau des effectifs trimestriels désaisonnalisés de l'ensemble des établissements par région

(2) Calculé à partir des effectifs CVS

Au cours de ce deuxième trimestre 2011, l'emploi progresse dans quinze régions notamment en Corse (+3,6%), Nord-Pas-de-Calais (+0,9%), Ile-de-France et Champagne-Ardenne (+ 0,7% chacune), Languedoc-Roussillon (+0,6%), Picardie et Bretagne (+0,5% chacune). Bourgogne et Midi-Pyrénées présentent une stabilité. A l'opposé, cinq régions affichent une baisse : Alsace (- 1,5%), Rhône-Alpes (- 0,5%), Auvergne (- 0,3%), Pays de la Loire (- 0,2%) et Centre (- 0,1%).

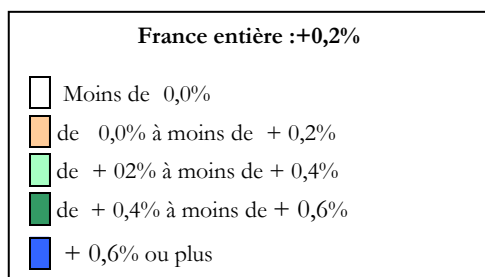
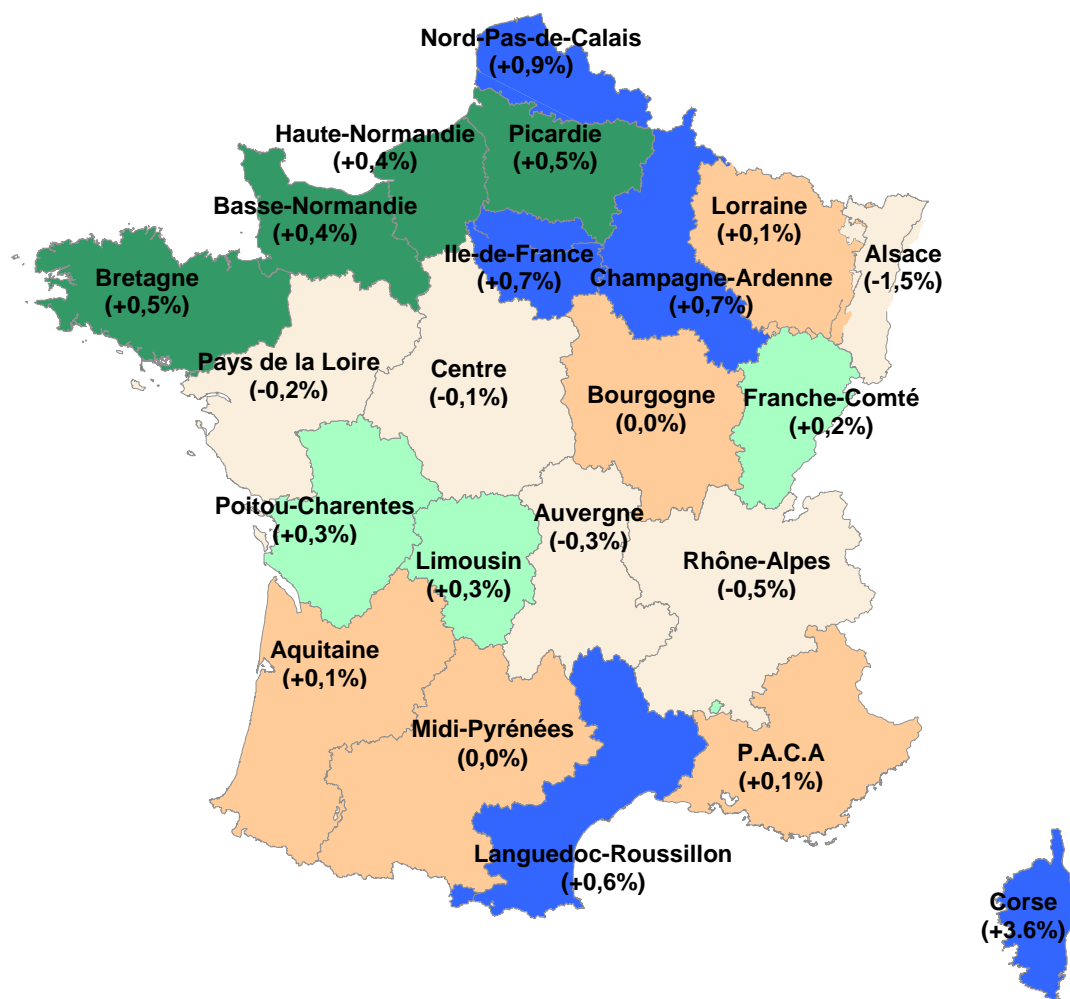
Sur un an, vingt régions enregistrent une hausse, plus marquée en Corse (+3,3%), Nord-Pas-de-Calais (+2,1%), Provence-Alpes-Côte d'Azur et Ile-de-France (+1,7% chacune), Franche-Comté (+1,4%), Aquitaine (+1,3%) et Midi-Pyrénées (+1,2%). La Lorraine affiche une stabilité. A l'opposé, seule l'Alsace enregistre une baisse d'emploi salarié (- 0,8%).

Annick BONAL

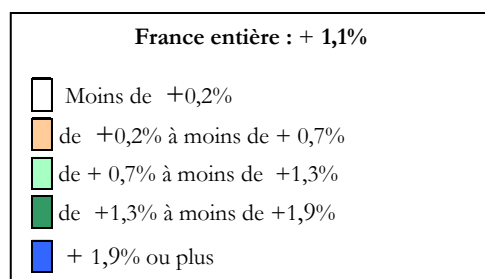
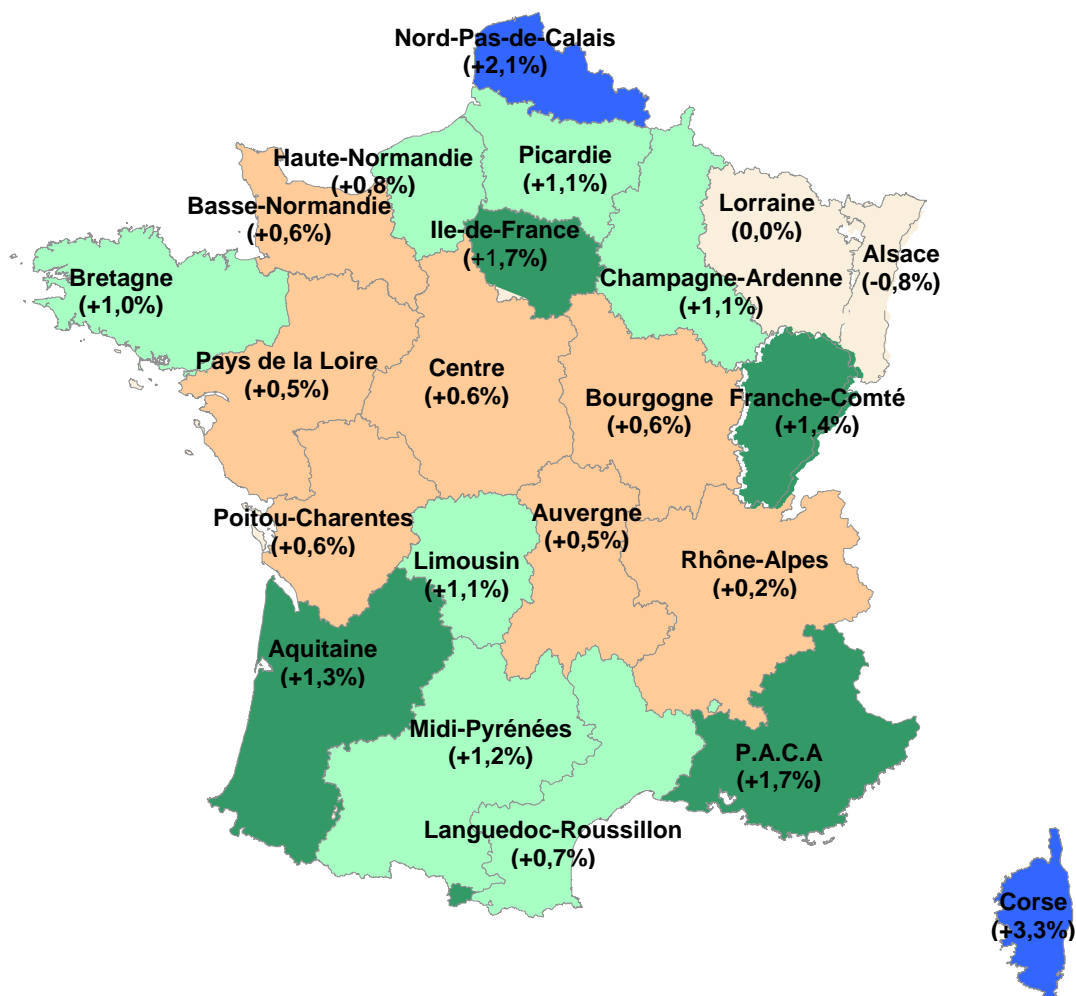
Département Etudes et Statistiques sur l'Emploi et les Salaires

Evolution de l'emploi dans les régions au 2^e trimestre 2011

(valeur cvs)



Evolution de l'emploi dans les régions de juin 2010 à juin 2011



ANNEXE I – METHODOLOGIE -

Calage et estimation :

Les statistiques ⁽¹⁾ de l'emploi salarié réalisées chaque trimestre par Pôle emploi concernent le champ des établissements affiliés à l'Assurance chômage.

Une estimation de l'évolution de l'emploi salarié, toutes tailles d'établissements confondus, de l'année en cours, est fondée sur des modèles économétriques sectoriels. Les estimations d'emploi trimestrielles prennent en compte les résultats de la statistique trimestrielle (portant sur le champ des établissements ayant au moins 10 salariés au début et à la fin du trimestre) et ceux de la statistique annuelle couvrant l'ensemble des établissements ayant un salarié au 31 décembre.

La statistique trimestrielle d'emploi est alors déclinée en 38 secteurs et au niveau régional (la ventilation sectorielle et géographique est cohérente entre les différents niveaux d'agrégation). Le secteur de l'intérim est estimé sur la base des Déclarations Mensuelles de Missions déclarées par les entreprises de travail temporaire à Pôle emploi. .

Les estimations s'établissent à partir de l'exploitation des sources déclaratives employeurs de l'Assurance Chômage (historique depuis 1992 dans la Nomenclature des Activités Economiques entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008). Depuis le 1^{er} janvier 2011, les sources utilisées sont celles des BRC (bordereaux de déclaration des cotisations) transmises par l'Acoss suite au transfert du recouvrement des cotisations d'Assurance chômage à l'URSSAF.

Champs couverts :

Le champ de l'Assurance chômage comprend l'ensemble des secteurs concurrentiels, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, hormis la quasi-totalité du secteur agricole et para-agricole, soit environ 16,4 millions de salariés au 31 décembre 2010. Il diffère légèrement du champ de l'Insee et de l'Acoss qui publient leurs chiffres d'emploi salarié sur un champ couvrant tous les secteurs économiques (marchand et non marchand) sauf l'agriculture.

Dans ces statistiques trimestrielles ou annuelles, les titulaires de contrats d'apprentissage, de qualification, d'adaptation, ainsi que les personnes en contrat emploi-solidarité, en contrat emploi-consolidé ou en contrat initiative-emploi sont normalement comptabilisés dès l'instant que leur employeur relève du champ Assurance chômage.

La statistique présentée dans cette note prend en compte les résultats exhaustifs et définitifs de l'année 2009 ainsi que les résultats provisoires de l'année 2010. Ces résultats sont révisés chaque année lors de l'intégration de la statistique annuelle.

(1) Les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles relevant de l'Assurance chômage cotisent par le biais de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et ne figurent pas dans cette statistique.

ANNEXE II

ESTIMATION TRIMESTRIELLE DESAISONNALISEE DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS

Estimation des effectifs en milliers					Estimation des taux d'évolution en %				
ANNEE	1 ^{er} TRIM	2 ^e TRIM	3 ^e TRIM	4 ^e TRIM	1 ^{er} TRIM (1)	2 ^e TRIM (1)	3 ^e TRIM (1)	4 ^e TRIM (1)	INDICE ANNUEL (2)
1977				13 188,8					
1978	13 158,4	13 175,1	13 209,7	13 252,7	-0,2%	0,1%	0,3%	0,3%	0,5%
1979	13 278,9	13 304,8	13 320,9	13 360,7	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%	0,8%
1980	13 422,1	13 432,7	13 401,4	13 345,6	0,5%	0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,1%
1981	13 262,0	13 211,1	13 219,2	13 222,7	-0,6%	-0,4%	0,1%	0,0%	-0,9%
1982	13 229,4	13 245,9	13 225,4	13 226,1	0,1%	0,1%	-0,2%	0,0%	0,0%
1983	13 207,8	13 150,6	13 112,4	13 043,0	-0,1%	-0,4%	-0,3%	-0,5%	-1,4%
1984	12 958,0	12 852,5	12 849,2	12 830,3	-0,7%	-0,8%	0,0%	-0,1%	-1,6%
1985	12 803,1	12 742,2	12 706,5	12 762,7	-0,2%	-0,5%	-0,3%	0,4%	-0,5%
1986	12 789,2	12 822,9	12 825,0	12 782,2	0,2%	0,3%	0,0%	-0,3%	0,2%
1987	12 820,2	12 879,8	12 914,1	12 930,4	0,3%	0,5%	0,3%	0,1%	1,2%
1988	13 001,3	13 075,3	13 166,5	13 252,7	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	2,5%
1989	13 412,5	13 520,4	13 603,2	13 700,2	1,2%	0,8%	0,6%	0,7%	3,4%
1990	13 790,2	13 885,0	13 906,2	13 949,6	0,7%	0,7%	0,2%	0,3%	1,8%
1991	13 964,3	13 944,1	13 922,0	13 862,2	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,4%	-0,6%
1992	13 894,9	13 814,5	13 776,6	13 650,3	0,2%	-0,6%	-0,3%	-0,9%	-1,5%
1993	13 594,5	13 513,6	13 484,2	13 455,2	-0,4%	-0,6%	-0,2%	-0,2%	-1,4%
1994	13 479,4	13 543,7	13 632,7	13 679,2	0,2%	0,5%	0,7%	0,3%	1,7%
1995	13 743,4	13 805,3	13 824,5	13 809,8	0,5%	0,5%	0,1%	-0,1%	1,0%
1996	13 815,1	13 821,6	13 786,0	13 837,2	0,0%	0,0%	-0,3%	0,4%	0,2%
1997	13 860,6	13 913,0	13 964,9	14 092,9	0,2%	0,4%	0,4%	0,9%	1,8%
1998	14 207,2	14 294,3	14 388,1	14 429,9	0,8%	0,6%	0,7%	0,3%	2,4%
1999	14 529,2	14 632,2	14 780,4	14 956,1	0,7%	0,7%	1,0%	1,2%	3,6%
2000	15 124,3	15 237,6	15 404,2	15 549,5	1,1%	0,7%	1,1%	0,9%	4,0%
2001	15 678,0	15 705,4	15 734,3	15 823,4	0,8%	0,2%	0,2%	0,6%	1,8%
2002	15 859,0	15 878,7	15 897,4	15 927,7	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,7%
2003	15 906,2	15 883,6	15 872,0	15 876,8	-0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	-0,3%
2004	15 897,9	15 908,1	15 930,9	15 927,7	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,3%
2005	15 940,1	15 964,7	15 999,9	16 068,8	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%	0,8%
2006	16 132,3	16 205,0	16 298,4	16 355,2	0,4%	0,5%	0,6%	0,3%	1,8%
2007	16 474,7	16 505,3	16 593,5	16 691,9	0,7%	0,2%	0,5%	0,6%	2,1%
2008	16 756,8	16 713,4	16 709,6	16 616,49	0,4%	-0,3%	0,0%	-0,6%	-0,5%
2009	16 427,4	16 345,3	16 328,9	16 335,6	-1,1%	-0,5%	-0,1%	0,0%	-1,7%(p)
2010	16 355,0	16 393,7	16 434,2	16 473,5	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,8%(p)
2011	16 529,8	16 569,5(p)			0,3%	0,2%(p)			1,1%(p)

(1) Evolution par rapport au trimestre précédent.

(2) Evolution par rapport à l'année précédente.

Indices d'évolution désaisonnalisés des effectifs salariés de l'ensemble des établissements
base 100 en début d'année

